

Lettre ouverte aux candidats à l'élection législative anticipée

Chères candidates, chers candidats,

Face à la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République, les élections législatives anticipées offrent une opportunité unique de faire le point sur les priorités politiques pour notre pays. En tant qu'organisations représentatives des entreprises des Hautes-Pyrénées, nous souhaitons attirer votre attention sur plusieurs sujets cruciaux pour nos entreprises et pour notre territoire.

La France a besoin de stabilité économique :

PROJET : Rendre public l'agenda détaillé des réformes. Pour établir un rapport de confiance avec les Français et les entreprises, il est indispensable de leur donner une visibilité sur les mesures législatives à venir.

DÉMOCRATIE SOCIALE : Rendre toute sa place au dialogue social. Pour continuer à réformer et éviter la fracturation du pays, il est indispensable de donner toute sa place aux partenaires sociaux et de respecter les accords qu'ils négocient au nom des entreprises et de leurs salariés.

BUDGET : Rétablir les finances publiques sans obérer l'activité économique ni la compétitivité des entreprises. Toutes les mesures non financées et creusant les déficits et la dette doivent être bannies. Il est indispensable d'enrayer la dérive des dépenses courantes. Nos engagements budgétaires nationaux et européens doivent être respectés pour éviter la crise de confiance avec nos partenaires.

La France a besoin d'un agenda de réformes économiques :

TRAVAIL ET POUVOIR D'ACHAT : Travailler autant et aussi longtemps que nos voisins, ni plus ni moins. La France a généré plus de deux millions d'emplois depuis sept ans. Mais le taux d'emploi est encore très en deçà de celui de nos voisins. Faire face aux attentes en matière de pouvoir d'achat, aux défis du financement de notre modèle social, du redressement de notre compétitivité et des transitions, nécessite d'en finir avec le chômage. Les mobilités professionnelles seront par ailleurs facilitées par la relance massive de la construction de logements.

ÉNERGIE : Sanctuariser une trajectoire de long terme sur l'intégralité du mix énergétique pour atteindre la neutralité climatique. La transition énergétique appelle des investissements massifs et urgents dans une diversité de solutions. C'est à ces conditions, et dans le cadre d'un marché européen performant, que les Français et les entreprises pourront avoir accès à une énergie abondante et à un prix compétitif.

FISCALITÉ : Poursuivre la baisse des impôts et des cotisations. C'est une condition essentielle à la compétitivité des entreprises dans un pays où le taux de prélèvements obligatoires est l'un des plus élevés du monde. C'est aussi ce qui leur permettra de financer les 40 milliards d'investissements annuels qu'elles devront consacrer à la décarbonation.

RÉINDUSTRIALISATION : S'engager à un choc de simplification industrielle. La réindustrialisation sera la conséquence de la baisse de la fiscalité et d'une politique nouvelle de l'innovation et des talents. Elle ne peut être entravée si les entreprises font face aux délais les plus longs d'Europe pour ouvrir un site.

La France doit préparer l'avenir :

INNOVATION : Engager un plan massif en faveur de l'innovation, avec l'augmentation de la part de R&D dans le PIB à 3% et la formation d'1 million de jeunes scientifiques. La trajectoire financière de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (2021-2030) doit être raccourcie et le Crédit impôt recherche (CIR) sanctuarisé pour permettre aux entreprises françaises de résister à la concurrence internationale.

TALENTS : Former chaque année 1 actif sur 2 et accueillir 100 000 chercheurs et ingénieurs étrangers. 1 salarié sur 3 se forme chaque année : pour répondre aux grandes transitions et s'emparer des possibilités de l'IA, ils sont deux fois plus à souhaiter monter en compétence. La France n'est par ailleurs pas suffisamment attractive pour les talents de l'innovation et du numérique venant de l'étranger, tant d'un point de vue économique que de l'accompagnement concret au quotidien. Accélérer la formation, développer les transitions professionnelles, continuer à soutenir l'apprentissage comme l'enseignement professionnel et attirer de nouveaux talents est donc un impératif.

EUROPE : S'engager pleinement dans le projet européen. Garantir la liberté de circulation, approfondir le marché intérieur, confirmer la participation de la France au budget européen et consolider le marché européen de l'énergie sont des impératifs pour l'économie française.

Ces dix conditions doivent s'entourer de préalables relevant de l'évidence : la paix civile, l'ordre républicain, le respect de nos institutions, de nos valeurs, de l'État de droit et de nos engagements européens et internationaux. Il s'agit de principes impératifs avec lesquels les Français et leurs entreprises ne sauraient composer. Cette exigence démocratique et républicaine est ainsi la première des conditions de la prospérité de la France.

Nous appelons à des engagements clairs et ambitieux des candidats pour répondre aux défis économiques et sociaux de notre territoire. Nous souhaitons que les politiques à venir soient élaborées en concertation étroite avec les acteurs économiques tant locaux que nationaux pour construire un avenir prospère et équilibré à notre département et à notre pays.